**PROTOCOLE D' ACCORD
TRANSACTIONNEL**

Entre :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, Etablissement public de coopération intercommunale, dont le siège est établi au PHARO, 58 avenue Charles LIVON, Marseille 7^{ème},

Représentée par son Président, Monsieur Eugène CASELLI, habilité par délibération du Bureau de la Communauté n° FCT /BC du 13 février 2012,

d'une part,

et

La société GEBELIN, Société par actions simplifiée au capital de 160 000 Euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 055 803 225 MARSEILLE dont le siège social est domicilié 27/29 Bd Rabatau 13008 MARSEILLE, exploitant à la même adresse un commerce de vente, location et réparation d'instruments de musique, sous l'enseigne GEBELIN,

Représentée par son Président,
Monsieur Frédéric SCOTTO, né le 27 janvier 1965 à MARSEILLE (France), domicilié 24 Rue Lacédémone – Le Pythagore Bât C 13006 MARSEILLE,

d'autre part,

Il est rappelé ce qui suit :

Afin de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés pour la réalisation du Tunnel Prado Sud, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, autorité concédante dans le cadre de la délégation de service public sous forme de concession accordée à la Société Prado Sud, a créé par délibération du 25 mars 2010 une « Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice commercial » subi par les professionnels riverains du chantier.

Cette Commission examine les réclamations des professionnels riverains du chantier du Tunnel Prado Sud. Les préjudices indemnisés doivent avoir été causés par les travaux nécessaires à la réalisation de cet ouvrage dès lors que la Société Prado Sud, concessionnaire de Marseille Provence Métropole, en a assuré la maîtrise d'ouvrage.

La Commission d'indemnisation amiable a la double mission d' « instruire les dossiers d'indemnisation » et d' « émettre un avis de manière à éclairer la décision finale qui sera prise par l'organe de la Communauté Urbaine qui décidera du caractère indemnisable ou non du préjudice et fixera le montant de l'indemnité grâce à une convention de transaction ».

Dans ce contexte, après avis de ladite Commission et à la demande de Marseille Provence Métropole, Monsieur le Président du Tribunal Administratif a désigné par ordonnance rendue le 25 octobre 2011 Monsieur Christian GIROUSSE, en qualité d'expert, avec mission de rechercher tous éléments relatifs au préjudice d'exploitation subi par la société GEBELIN du fait des travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud entrepris par la Société Prado Sud du 1^{er} janvier au 30 juin 2011.

Les frais d'expertise ont été pris en charge par Marseille Provence Métropole.

Dans son rapport daté du 21 décembre 2011, l'expert a estimé le préjudice à 86 800 Euros (quatre vingt six mille huit cent euros) pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011.

Sur cette base, la Commission a émis un avis favorable pour un montant de 52 080 Euros (cinquante deux mille quatre vingt Euros) à titre d'indemnité correspondant à la gêne excédant les sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité.

Par délibération n° FCT/BC 2012, le Bureau de la Communauté a décidé d'adopter cette proposition.

En cet état, les parties se sont rapprochées dans l'objectif de régler à l'amiable la réparation du préjudice subi par la société GEBELIN, pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, par le versement d'une indemnité définitive.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

Le présent protocole a pour objet l'indemnisation amiable de la société GEBELIN, pour le préjudice causé par les travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud par la Société Prado Sud pendant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011.

Article 2 : MONTANT DE LA TRANSACTION

Après rapprochement des parties il est convenu que Marseille Provence Métropole versera à la société GEBELIN la somme de 52 080 Euros (cinquante deux mille quatre vingt Euros).

Cette somme est versée à titre forfaitaire et pour solde de tout compte, ce qui est expressément accepté sans réserve par la société GEBELIN qui reconnaît qu'elle la dédommage de l'intégralité du préjudice subi en raison des travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud par la Société Prado Sud pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011.

Le règlement de la somme précitée sera effectué au bénéfice de la société GEBELIN, dans un délai de 45 jours au compte suivant :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Clé RIB
Titulaire du compte		GEBELIN	

Article 3 : EFFETS DE LA TRANSACTION

Cette transaction est réglée par les dispositions des articles 2044 et suivant du Code Civil et a autorité de chose jugée au sens de l'article 2052 du Code Civil.

En conséquence, la société GEBELIN renonce expressément à tout recours amiable ou contentieux, relatif au préjudice actuel et futur indemnisé par le présent accord qui règle définitivement le différend né de la situation qui y est visée.

Article 4 : FRAIS ET HONORAIRES

Chaque partie conserve à sa charge l'intégralité des frais et honoraires de toutes sortes qu'elle aura engagés pour aboutir à la présente transaction.

Article 5 : PRISE D'EFFET

Le présent protocole prendra effet à compter de sa notification par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Fait à MARSEILLE en 3 exemplaires,

porter la mention manuscrite :

"Lu et Approuvé, bon pour accord à titre transactionnel forfaitaire et définitif")

Pour
La société GEBELIN,

Pour la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole,

M. Frédéric SCOTTO
Président

M. Eugène CASELLI
Président

**PROTOCOLE D' ACCORD
TRANSACTIONNEL**

Entre :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, Etablissement public de coopération intercommunale, dont le siège est établi au PHARO, 58 avenue Charles LIVON, Marseille 7^{ème},

Représentée par son Président, Monsieur Eugène CASELLI, habilité par délibération du Bureau de la Communauté n° FCT /BC du 13 février 2012,

d'une part,

et

La société LE DALOA, Société à responsabilité limitée au capital de 7 774,90 Euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 382 499 002 MARSEILLE dont le siège social est domicilié Rond Point du Prado – Parc Chanot 13008 MARSEILLE, exploitant à la même adresse un commerce de restauration rapide, sous l'enseigne LE DALOA,

Représentée par ses co-gérants,

Monsieur Frédéric COMBET, né le 30 mars 1966 à Perpignan (66), domicilié Les Gorguettes 13720 LA BOUILLADISSE,

Monsieur Pierre GATTI, né le 25 avril 1964 à Marseille (13001), domicilié 27 Rue du Docteur Acquaviva 13004 MARSEILLE,

Monsieur Roger COMBET, né le 27 février 1966 à Daloa (Côte d'Ivoire), domicilié 5 Lotissement l'Acadie 13720 LA BOUILLADISSE,

d'autre part,

Il est rappelé ce qui suit :

Afin de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés pour la réalisation du Tunnel Prado Sud, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, autorité concédante dans le cadre de la délégation de service public sous forme de concession accordée à la Société Prado Sud, a créé par délibération du 25 mars 2010 une « Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice commercial » subi par les professionnels riverains du chantier.

Cette Commission examine les réclamations des professionnels riverains du chantier du Tunnel Prado Sud. Les préjudices indemnisés doivent avoir été causés par les travaux nécessaires à la réalisation de cet ouvrage dès lors que la Société Prado Sud, concessionnaire de Marseille Provence Métropole, en a assuré la maîtrise d'ouvrage.

La Commission d'indemnisation amiable a la double mission d' « instruire les dossiers d'indemnisation » et d' « émettre un avis de manière à éclairer la décision finale qui sera prise par l'organe de la Communauté Urbaine qui décidera du caractère indemnisable ou non du préjudice et fixera le montant de l'indemnité grâce à une convention de transaction ».

Dans ce contexte, après avis de ladite Commission et à la demande de Marseille Provence Métropole, Monsieur le Président du Tribunal Administratif a désigné par ordonnance rendue le 25 octobre 2011 Madame ARNOUX-PINATEL, en qualité d'expert, avec mission de rechercher tous éléments relatifs au préjudice d'exploitation subi par la société LE DALOA du fait des travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud entrepris par la Société Prado Sud du 1^{er} janvier au 30 juin 2011.

Les frais d'expertise ont été pris en charge par Marseille Provence Métropole.

Dans son rapport daté du 8 décembre 2011, l'expert a estimé le préjudice à 22 200 Euros (vingt deux mille deux cent Euros) pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011.

Sur cette base, la Commission a émis un avis favorable pour un montant de 13 320 Euros (treize mille trois cent vingt Euros) à titre d'indemnité correspondant à la gêne excédant les sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité.

Par délibération n° FCT /BC du 2012, le Bureau de la Communauté a décidé d'adopter cette proposition.

En cet état, les parties se sont rapprochées dans l'objectif de régler à l'amiable la réparation du préjudice subi par la société LE DALOA, pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, par le versement d'une indemnité définitive.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

Le présent protocole a pour objet l'indemnisation amiable de la société LE DALOA, pour le préjudice causé par les travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud par la Société Prado Sud pendant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011.

Article 2 : MONTANT DE LA TRANSACTION

Après rapprochement des parties il est convenu que Marseille Provence Métropole versera à la société LE DALOA la somme de 13 320 Euros (treize mille trois cent vingt Euros).

Cette somme est versée à titre forfaitaire et pour solde de tout compte, ce qui est expressément accepté sans réserve par la société LE DALOA qui reconnaît qu'elle la dédommage de l'intégralité du préjudice subi en raison des travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud par la Société Prado Sud pour la période du 1^{er} janvier et 30 juin 2011.

Le règlement de la somme précitée sera effectué au bénéfice de la société LE DALOA, dans un délai de 45 jours au compte suivant :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Clé RIB
Titulaire du compte		LE DALOA SARL	

Article 3 : EFFETS DE LA TRANSACTION

Cette transaction est réglée par les dispositions des articles 2044 et suivant du Code Civil et a autorité de chose jugée au sens de l'article 2052 du Code Civil.

En conséquence, la société LE DALOA renonce expressément à tout recours amiable ou contentieux, relatif au préjudice actuel et futur indemnisé par le présent accord qui règle définitivement le différend né de la situation qui y est visée.

Article 4 : FRAIS ET HONORAIRES

Chaque partie conserve à sa charge l'intégralité des frais et honoraires de toutes sortes qu'elle aura engagés pour aboutir à la présente transaction.

Article 5 : PRISE D'EFFET

Le présent protocole prendra effet à compter de sa notification par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Fait à MARSEILLE en 3 exemplaires,

(porter la mention manuscrite :

"Lu et Approuvé, bon pour accord à titre transactionnel forfaitaire et définitif")

Pour
La société LE DALOA,

Pour la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole,

M. Frédéric COMBET
Gérant

M. Eugène CASELLI
Président

M. Pierre GATTI
Gérant

M. Roger COMBET
Gérant

**PROTOCOLE D' ACCORD
TRANSACTIONNEL**

Entre :

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, Etablissement public de coopération intercommunale, dont le siège est établi au PHARO, 58 avenue Charles LIVON, Marseille 7^{ème},

Représentée par son Président, Monsieur Eugène CASELLI, habilité par délibération du Bureau de la Communauté n° FCT /BC du 13 février 2012,

d'une part,

et

La société OLYMPIC, Société à responsabilité limitée au capital de 1 000,00 Euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 481 833 085 MARSEILLE dont le siège social est domicilié 36 boulevard Rabatau – 13008 MARSEILLE, exploitant à la même adresse un commerce d'achat – vente d'articles de sports textiles, cadeaux, gadgets, sous l'enseigne OLYMPIC,

Représentée par ses gérants,
Madame COUDERC Valérie Cécile, née le 31 octobre 1971 à USSEL (19200), domiciliée 50, rue Renzo – Villa des Arts – 13008 MARSEILLE.

d'autre part,

Il est rappelé ce qui suit :

Afin de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés pour la réalisation du Tunnel Prado Sud, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, autorité concédante dans le cadre de la délégation de service public sous forme de concession accordée à la Société Prado Sud, a créé par délibération du 25 mars 2010 une « Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice commercial » subi par les professionnels riverains du chantier.

Cette Commission examine les réclamations des professionnels riverains du chantier du Tunnel Prado Sud. Les préjudices indemnisés doivent avoir été causés par les travaux nécessaires à la réalisation de cet ouvrage dès lors que la Société Prado Sud, concessionnaire de Marseille Provence Métropole, en a assuré la maîtrise d'ouvrage.

La Commission d'indemnisation amiable a la double mission d' « instruire les dossiers d'indemnisation » et d' « émettre un avis de manière à éclairer la décision finale qui sera prise par l'organe de la Communauté Urbaine qui décidera du caractère indemnisable ou non du préjudice et fixera le montant de l'indemnité grâce à une convention de transaction».

Dans ce contexte, après avis de ladite Commission et à la demande de Marseille Provence Métropole, Monsieur le Président du Tribunal Administratif a désigné par ordonnance rendue le 25 octobre 2011 Monsieur Armand REA, en qualité d'expert, avec mission de rechercher tous éléments relatifs au préjudice d'exploitation subi par la société OLYMPIC du fait des travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud entrepris par la Société Prado Sud du 8 février au 3 novembre 2010, puis du 13 décembre 2010 au 30 juin 2011.

Les travaux n'étant pas achevés, les parties ont convenu d'étendre la période d'indemnisation jusqu'au 30 septembre 2011.

Les frais d'expertise ont été pris en charge par Marseille Provence Métropole.

Dans son rapport daté du 21 décembre 2011, l'expert a estimé le préjudice à 74 175 Euros (soixante quatorze mille cent soixante quinze Euros) pour les périodes comprises entre le 8 février et le 3 novembre 2010, puis entre le 13 décembre 2010 et le 30 septembre 2011.

Sur cette base, la Commission a émis un avis favorable pour un montant de 44 505 Euros (quarante quatre mille cinq cent cinq Euros) à titre d'indemnité correspondant à la gêne excédant les sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité.

Par délibération n° FCT /BC du 2012, le Bureau de la Communauté a décidé d'adopter cette proposition.

En cet état, les parties se sont rapprochées dans l'objectif de régler à l'amiable la réparation du préjudice subi par la société OLYMPIC, pour les périodes comprises entre le 8 février et le 3 novembre 2010, puis entre le 13 décembre 2010 et le 30 septembre 2011 par le versement d'une indemnité définitive.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

Le présent protocole a pour objet l'indemnisation amiable de la société OLYMPIC, pour le préjudice causé par les travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud par la Société Prado Sud pendant les périodes comprises entre le 8 février et le 3 novembre 2010, puis entre le 13 décembre 2010 et le 30 septembre 2011.

Article 2 : MONTANT DE LA TRANSACTION

Après rapprochement des parties il est convenu que Marseille Provence Métropole versera à la société OLYMPIC la somme de 44 505 Euros (quarante quatre mille cinq cent cinq Euros).

Cette somme est versée à titre forfaitaire et pour solde de tout compte, ce qui est expressément accepté sans réserve par la société OLYMPIC qui reconnaît qu'elle la dédommage de l'intégralité du préjudice subi en raison des travaux de réalisation du Tunnel Prado Sud par la Société Prado Sud pour les périodes comprises entre le 8 février et le 3 novembre 2010, puis entre le 13 décembre 2010 et le 30 septembre 2011.

Le règlement de la somme précitée sera effectué au bénéfice de la société OLYMPIC, dans un délai de 45 jours au compte suivant :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Clé RIB
Titulaire du compte		OLYMPIC	

Article 3 : EFFETS DE LA TRANSACTION

Cette transaction est réglée par les dispositions des articles 2044 et suivant du Code Civil et a autorité de chose jugée au sens de l'article 2052 du Code Civil.

En conséquence, la société OLYMPIC renonce expressément à tout recours amiable ou contentieux, relatif au préjudice actuel et futur indemnisé par le présent accord qui règle définitivement le différend né de la situation qui y est visée.

Article 4 : FRAIS ET HONORAIRES

Chaque partie conserve à sa charge l'intégralité des frais et honoraires de toutes sortes qu'elle aura engagés pour aboutir à la présente transaction.

Article 5 : PRISE D'EFFET

Le présent protocole prendra effet à compter de sa notification par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Fait à MARSEILLE en 3 exemplaires,

(porter la mention manuscrite :

"Lu et Approuvé, bon pour accord à titre transactionnel forfaitaire et définitif")

Pour
La société OLYMPIC,

Pour la Communauté Urbaine
Marseille Provence Métropole,

Mme COUDERC Valérie Cécile
Gérante

M. Eugène CASELLI
Président